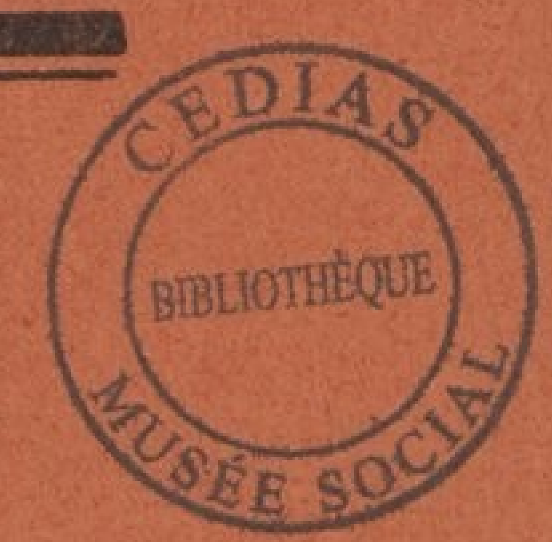
15e année
numéro 290

10 Mars 193
prix : 2 franc

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire



DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 290

(10 mars 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Henry Poulaille

Un des seuls écrivains authentiques de France est incontestablement Henry Poulaille. Il n'y a pas dans la littérature contemporaine de figure plus attachante que celle de ce curieux homme, vif, pétillant d'intelligence, qui est la terreur des gens de lettres de notre époque. Inlassable, ce grand romancier se trouve à la pointe de combat de la véritable culture française.

Fils d'ouvriers, ouvrier lui-même, Henry Poulaille quitta l'école à l'âge de 12 ans. Un an plus tard, il était orphelin. Livré à lui-même, il devint garçon de courses dans une pharmacie. Mais il eut une brillante et rapide ascension : deux ans après, il avait le titre de garçon de laboratoire. Désormais, il lavait les bouteilles et collait les étiquettes.

A cette époque, les pharmacies ne connaissaient pour ainsi dire pas d'heure de fermeture. Le jeune Poulaille, partisan de l'action directe, allait, avec quelques camarades, remédier à cet état de choses. Après que quelques boutiques eurent été transformées en autant de champs de bataille, les pharmaciens s'inclinèrent.

La guerre interrompit les exploits du potard Poulaille. Parti pour l'armée en 1916, il fut démobilisé en avril 1919. De cette époque, il nous a laissé le souvenir cruel dans trois livres trop humains, tristement véridiques : *l'Enfantement de la Paix, Pain de Soldat* et *les Rescapés*.

Où ce diable d'homme avait-il appris à écrire? Personne au juste ne le sait. En classe, ses rédactions d'enfant étaient lues par le maître. Un jour celui-ci refusa de coter une description du métro, raconte Robert Laurent, car il croyait à une copie.

En fait, à 12 ans, Henry Poulaille avait écrit une demi-douzaine de romans, livres d'aventures fabuleuses. Une de ces histoires, écrite sur des cahiers à deux sous, s'intitule « Les Trois Conspirateurs ». Malgré le démenti de l'Histoire, l'enfant Poulaille y raconte que le cardinal de Richelieu fut assassiné par de Thou et de Luynes. Le futur romancier était sur la voie de la justice.

Deux ou trois mois après la démobilisation, Poulaille trouva du travail. Il fut d'abord vendeur de journaux, puis débardeur à la gare d'Austerlitz, ensuite secrétaire d'hôpital à 6 francs par jour nourri et logé. Mais toutes les nuits, monsieur le secrétaire usait le courant électrique car il écrivait des contes d'enfants et des articles violents pour *le Cri de la Banlieue*. Mis à la porte, il devint coltineur et peu après manutentionnaire dans un laboratoire de produits pharmaceutiques. En 1924 enfin, il trouva un emploi aux Editions Grasset où il est encore à ce jour.

L'enfant rêveur qui partait à la conquête de ses songes n'était pas mort en lui. Il collaborait à un grand nombre de revues, ruait dans les brancards, sortait de l'ombre des écrivains inconnus et démolissait à coups de plume les idoles en contreplaqué.

Dans *la Vache enragée*, il donnait des études mordantes sur la littérature et défendait avec talent les Ramuz, les Martinet. Dans *la Criée de Marseille*, la revue d'un pharmacien-poète, où Jean Giono et Lucien Jacques ont débuté, il faisait paraître des textes vivants, baignés d'une atmosphère d'humanité qu'on ne connaissait plus en France depuis la guerre.

Mais cette activité ne suffisait pas à Poulaille. Après la parution de ses premiers livres, il fonda un mensuel qui rêvait d'être hebdomadaire : *Le Roman*. Pour quelques centimes, Henry Poulaille offrait un roman complet de Ramuz, Gérard de Nerval, Upton Sinclair, Mark Twain. Dans chaque numéro figuraient encore des poèmes et des contes populaires. La grande idée de Poulaille : « Désintoxiquer les masses » était née.

Faute d'argent, *Le Roman* n'eut que 11 numéros. Mais ce travail de désintoxication, il fallait le poursuivre. Pour protester contre la veulerie des critiques, l'injustice des prix littéraires et la soumission des libraires, il réunit quelques camarades et décerna *le prix sans nom*. Personne ne sut au juste quels furent les membres du jury, peut-être même pas le lauréat, Panaït Istrati, sur le deuxième livre de qui la grande presse avait fait la conspiration du silence. Poulaille fonda ensuite *Le Journal sans nom* qui eut un seul numéro. Pour mettre en pratique leur conception nouvelle de la culture, quelques camarades et lui avaient conçu le projet d'épurer la devanture des librairies. Pendant plus d'un an, les libraires vécurent dans l'angoisse de voir leurs vitrines saccagées.

Vers ce temps-là, Poulaille entreprit une enquête qui eut un vaste retentissement : « Avons-nous une culture internationale ? » Thomas Hardy, Henri Barbusse, Pio Baroja, Johan Bojer, Romain Rolland, Brandès, Andréas Latzko et cent autres lui répondirent. Il publia un gros ouvrage : « Pour ou contre Ramuz » et parvint à fixer l'attention sur le nom du grand écrivain vaudois.

Puis dix projets de revues sont morts de leur belle mort. Enfin parut *Nouvel Age*. Pendant un an, cette revue de Poulaille publia les plus grands noms de la littérature internationale, des textes d'ouvriers, de nègres, de prisonniers, des inédits de bons auteurs français morts inconnus, des poèmes et des proses d'un marin, d'un postier, d'un paysan, d'un mineur, des pages de Cladel, de Vallès, des poèmes de misère ou de révolte, des chansons folkroristes avec leur musique, des imageries populaires.

Après la mort de cette grande revue, Poulaille continua à en faire vivre l'âme dans des pages culturelles de journaux divers. Successivement, il eut la direction des pages de culture ouvrière du *Peuple*, de *Monde*, d'*Esprit*, de la *Flèche*, du *Libertaire*. Ce furent des instruments de culture vraie, mais ces pages d'anthologie ne lui suffirent pas. Il créa, en outre, le *Bulletin des Ecrivains prolétariens*, la revue *Prolétariat* et récemment *A contre-courant*. Il fait presque seul le travail après ses heures de bureau, tout en faisant paraître en même temps une dizaine de gros ouvrages, romans, études, essais, et publiant, un peu partout, des articles et des contes. Nous avons de lui une fresque unique de la vie ouvrière à Paris; ce sont des documents authentiques, vécus, d'un intérêt considérable.

La République des Soviets avait vu en Poulaille un grand écrivain. On traduisit de lui en russe ses ouvrages d'inspiration, mais ses scènes de la vie ouvrière, le Poulaille connu des ouvriers français, ont toujours été boycottées !

L'activité de cet animateur ne connaît pas de bor-

nes. Il organise une exposition de littérature sociale avec des livres, des autographes, des photos, des documents sur la vie et la création ouvrière dans le monde; il publie un livre sur le disque à l'école, instrument d'éducation par excellence; il organise une nouvelle exposition, mais cette fois-ci, sur l'histoire de l'imprimerie, sortant de sa *documentation personnelle* 5.000 reproductions de textes typographiques et xylographiques, de gravures, de planches et d'estampes. A peine cette exposition terminée, nous apprenons, stupéfaits, qu'il en prépare une troisième sur l'âme noire et les diverses manifestations folkloriques des nègres.

La presse depuis toujours ignore à dessein l'activité invraisemblable d'Henry Poulaille. L'information de nos jours n'a plus qu'un caractère de publicité rétribuée. Silencieusement, il continue son travail d'honnête artisan, n'ignorant aucun problème culturel nouveau. Des jeunes gens viennent à lui, un manuscrit sous le bras, ou lui demandent comment ils pourraient décrire leur métier, leur milieu, leur pauvre vie quotidienne. Poulaille donne des conseils, encourage, désapprouve, confesseur précieux, exorciseur de chefs-d'œuvre.

Personne ne connaît mieux que lui le monde des lettres en France. Depuis 15 ans, il a vu défiler chez Grasset tout ce que ce pays compte d'hommes de lettres, d'écrivains médiocres, de gauche, de droite, et de génies qui se disent méconnus. Les plus grands sont venus pleurer dans son gilet, s'humilier devant lui. Mais Poulaille est foncièrement honnête : jamais il n'a fait allusion aux petits secrets des confrères talentueux, à leurs jalousies, à leurs pauvretés. Quel tableau magnifique ne pourrait-il pas brosser de cette antichambre de la gloire qu'est une maison d'édition! Non, il n'a rien de commun avec ces faiseurs de livres, ces « esprits supérieurs ». C'est Multatuli, l'anti-étatiste, l'antimilitariste, l'anticolonialiste, l'antiparlementaire, l'athée qu'il fait connaître au public français en préfaçant la traduction de ses pages choisies; c'est ses amis charpentiers, chauffeurs, métallos qu'il retrouve le soir, des hommes de sa condition, de sa mentalité.

C'est pour eux qu'il se bat dans les journaux, c'est pour eux qu'il écrit, c'est pour eux qu'il a réalisé cette belle chose qu'est le Musée du Soir.

Quelque part, à Montparnasse, dans une rue sans lumières, il y a un local pompeusement baptisé musée. A dire vrai, il s'agit bien là d'un musée miniature, d'un véritable laboratoire de culture ouvrière. Péniblement rassemblée, voici la bibliothèque ; elle comporte 5.000 livres et brochures rares, témoins de cette culture mondiale que Poulaille défend de toutes ses forces. L'abonnement est gratuit à la bibliothèque. 500 ouvriers viennent y chercher leur alimentation spirituelle hebdomadaire. Voici des casiers pleins de chemises bourrées de documents. Les lecteurs constituent eux-mêmes ces dossiers sur des sujets qui les intéressent. Ici, la documentation sur la guerre d'Espagne : photos, lettres, extraits de journaux, affiches, cartes postales, statistiques, revues espagnoles etc... Là, un dossier sur la littérature hongroise ou scandinave, là-bas un dossier contenant la documentation sur l'industrie du bois. Sur la table, des revues, des hebdomadaires et des journaux ouvriers. Aux murs, des dessins d'un jeune peintre. Les lecteurs discutent, classent les documents, participent vraiment à la vie du musée; à tour de rôle, ils sont bibliothécaires ou caissiers. Cette grande œuvre de Poulaille fonctionne depuis 5 ans et lui a valu un nombre incalculable d'avatars; mais il tient bon, fidèle à sa pensée, à sa vie. D'excellents écrivains sont venus visiter le musée, s'entretenir avec ces ouvriers qui tiennent à leur bibliothèque comme à la prunelle de leurs yeux. Des membres du corps enseignant ont pris sur place, auprès de ces ouvriers, des leçons de pédagogie.

Les personnages importants et officiels rient un peu de Poulaille. Il perd son temps, disent-ils; mais lui, il n'a précisément pas de temps à perdre, aussi n'écoute-t-il pas ce que l'on dit de lui. Il continue son travail d'honnête homme et d'animateur consciencieux, sans se laisser influencer par les rats de salon et les chats de gouttière. Ecrivain sobre et minutieux, Henry Poulaille bâtit son œuvre avec des matérieux solides : la vie du peuple de Paris. Il vit parmi les pauvres, pauvre lui-même, ardent et dévoué, accomplissant sa mission d'homme avec un courage peu banal et une foi inébranlable.

SADI DE GORTER.

EN UNION SOVIETIQUE

Suite aux « Cadeaux de Nouvel An »

Les nouvelles mesures (1) concernant la discipline rencontrent quelques difficultés d'application : Des chefs d'établissement hésitent à renvoyer un travailleur pour une faute bénigne, par exemple pour un retard dépassant vingt minutes. (Un tel retard est assimilé à une absence non motivée et doit entraîner automatiquement une punition équivalant à une véritable mise au ban de la société.) Il y a de quoi hésiter!

Mais le gouvernement n'est pas du même avis et le procureur de l'Union donne l'ordre de réprimer toutes ces faiblesses avec rigueur. Immédiatement, l'appareil judiciaire se met en mouvement. Une série de procès viennent de se terminer par des condamnations de directeurs d'usine et de chefs d'atelier ou de bureau à des peines variant entre trois et huit mois de prison (*Izviestia* du 29-I-39).

S. V. Morozov, ajusteur dans une usine de Moscou, est *condamné à mort* par un tribunal *militaire* pour acte de *terrorisme*. Il aurait blessé gravement à l'aide d'un burin son sous-chef d'atelier, Grigoriev. En application des nouveaux décrets sur la discipline, Grigoriev avait enjoint à Morozov de quitter l'atelier; une discussion s'ensuivit qui se termina dramatiquement. Les journaux font ressortir que Morozov était un voyou et un ivrogne (*Izv.* du 5 janvier et des 2 et 3 février). Le présidium du Conseil suprême rejette la demande en grâce du condamné et l'ajusteur Morozov vient d'être fusillé (*Izv.* du 16-II-39).

Condamnations à la prison de chefs d'entreprise pour sévérité insuffisante envers leurs subordonnés, répression extrême contre Morozov et publicité donnée à ce cas... autant d'indices de l'atmosphère qui règne dans les ateliers de l'U.R.S.S. en ce début d'année.

YVON.

(1) Voir le n° 287 de la *R. P.*

La chute de Barcelone fin du Socialisme

C'en est fait.

La City triomphe.

Après deux ans et demi d'efforts, l'homme de la City, Chamberlain, le sanguinaire vieillard, est parvenu à ses fins. Durant deux ans et demi toutes les ressources de l'hypocrisie britannique ont été employées pour que les soldats de la République espagnole soient massacrés et la population civile affamée au moyen d'un triple blocus : blocus des armes, blocus économique, blocus financier. Maintenir ce blocus à l'égard de l'Espagne républicaine, et d'elle seule, c'est en cela qu'a consisté toute la politique britannique depuis le 19 juillet 1936, parce que la City avait décidé que l'existence de la République risquait de mettre en danger son exploitation des richesses minières de la péninsule, l'une des bases de sa puissance.

Grâce à la complicité du « socialiste » Blum auquel elle fit endosser la paternité de la « non-intervention », et, plus généralement, grâce à la lâcheté populaire française, la City a réussi : Franco est vainqueur. Barcelone n'est plus. Le prolétariat espagnol a cessé d'être une menace pour les dividendes du Rio Tinto, d'Orconera, de la Sofina, de la Central Mining, de Penarroya, de Cockerill, de Denain-Anzin...

Il y a plus.

Après la chute de Barcelone, ce n'est pas que le prolétariat espagnol qui a succombé, c'est tout le prolétariat.

Barcelone était la dernière citadelle du socialisme dans le monde, c'était la dernière ville où le prolétariat avait encore conscience que sa mission était de rénover le monde en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme; Barcelone tombée, il n'est plus de socialisme.

La chute de Barcelone est le dernier acte de cette effroyable tragédie — dont le premier fut, il y a vingt ans, la défaite de Spartacus dans les rues de Berlin — par laquelle finissent le Prolétariat et le Socialisme. Deux figures sinistres l'encadrent, que l'histoire mettra au même plan, car elles ont joué le même rôle : le soudard Noske et la loque Blum; le social-démocrate allemand qui fit fusiller les ouvriers de son pays qui voulaient réaliser le socialisme, — le social-démocrate français qui livra au bourreau les ouvriers d'un pays voisin qui étaient en marche vers le socialisme.

⁂

Le socialisme est né dans le second quart du XIXe siècle, dès que le prolétariat moderne, issu de la Révolution industrielle, commença à se former. Durant tout le cours de ce siècle, et pendant les vingt premières années du XXe siècle, le socialisme ne cessa de grandir, en même temps que le prolétariat lui-même. Il grandissait en conscience, en nombre, en organisation.

Certes cette croissance n'alla pas sans vicissitudes, et de cuisantes défaites la marquèrent : 1848, mai 1871. Mais ces défaites n'étaient dues qu'au heurt d'une force encore trop jeune contre une force encore trop solidement assise; c'étaient les échecs d'une classe en plein développement qui avait seulement surestimé sa force. Défaites donc toutes provisoires qui, selon la conception de Marx à l'époque, ne faisaient que redonner au prolétariat des forces nouvelles, comme à Antée, chaque fois qu'il touchait terre.

Lorsque, en 1918, la guerre eut achevé de balayer d'Europe les derniers restes de la féodalité, lorsque, à la suite de celui du czar, tous les trônes de l'Europe centrale furent renversés, lorsque le Grand Quartier général allemand, principal « pilier de l'ordre », fut abattu, le prolétariat fut alors au faîte de sa puissance. Maître, en Russie, des usines et de la terre, seul capable, en Europe centrale, de signer la paix, en pleine effervescence en Angleterre, se pressant en flots tumultueux à l'entrée des syndicats en France, où les souffrances de la guerre d'une part, le souvenir encore chaud des révoltes de 1917 et des grèves de 1918 d'autre part, le tiennent sous pression, le prolétariat n'a qu'à dicter sa loi : le monde lui obéira.

Mais, effroyable surprise : il se refuse à dicter sa loi !

Au moment de réaliser le socialisme, à l'instant précis où il n'a qu'à vouloir pour que celui-ci soit, il déclare forfait. Il ne veut plus être que le simple gérant de la société capitaliste, et il fait ou laisse massacrer ceux qui veulent encore la détruire. A partir de ce jour c'est la série de défaites et de désastres qui commence et qui va se continuer sans arrêt, durant vingt ans, en tous les pays d'Europe, depuis Berlin jusqu'à Barcelone.

Défaites qui n'ont rien de commun avec celles du siècle précédent car ce ne sont plus, à proprement parler, des défaites, des échecs infligés par un adversaire plus fort : c'est un suicide. C'est le prolétariat qui se tue lui-même, qui se bat contre les meilleurs des siens, tandis que, par contre, il refuse de se battre contre ses ennemis, offrant placidement sa gorge au bourreau.

Après Noske, en Allemagne, c'est Severing. Après avoir massacré les spartakistes, après avoir massacré les insurgés de l'Allemagne centrale et de la Ruhr, la social-démocratie envoie en Saxe la Reichswehr renverser un ministère socialiste! Toute la violence de l'Etat est concentrée contre les travailleurs sur l'ordre des représentants les plus authenti-

ques de ces travailleurs. En revanche, quelques années plus tard, cette même social-démocratie, le même Severing et sa formidable police resteront rigoureusement passifs devant Hitler, lui cédant la place, tout comme le parti communiste d'ailleurs, à la première sommation.

En Italie c'est l'abandon, sur l'ordre du parti socialiste, des usines occupées, puis la non-résistance aux bandes fascistes élevée à la hauteur d'un principe. En Autriche c'est le recul systématique devant la Heimwehr, etc... Partout, le suicide.

Il n'était plus qu'un pays où la classe ouvrière n'était pas prête au suicide. Un pays où elle avait encore l'insolente prétention de ne pas se laisser écraser sans combattre. Où elle voulait se battre, se battre pour sa libération, pour son émancipation totale. Le seul pays où l'expression de Révolution Sociale avait gardé tout son sens; le pays où le prolétariat se ralliait encore en s'appelant « aux barricades ». Le seul pays où, sous l'influence conjuguée du syndicalisme et de l'anarchisme, le socialisme était resté une réalité vivante, une réalité dont la réalisation devait être l'œuvre de la génération présente.

Puisque le prolétariat espagnol n'était point mûr pour le suicide, il fallait que quelqu'un d'autre se chargeât de le suicider : ce fut le prolétariat français. A peine arrivé au gouvernement, à peine son « Front », le « Front populaire » installé dans les bureaux des ministères il établissait le blocus qui devait étrangler les héros de Barcelone. Cette fois encore, ce n'était pas la bourgeoisie, c'était le prolétariat lui-même qui se chargeait de tuer le prolétariat.

Aux ordres de Stinnes la social-démocratie allemande avait écrasé Spartacus et préparé le lit d'Hitler; aux ordres de la City le socialisme français écrasait la C.N.T. et assurait la victoire de Franco.

Ainsi est tombé le dernier bastion du socialisme; un siècle après être né, après trois quarts de siècle de développement quasi ininterrompu et vingt ans d'agonie, le socialisme meurt.

***

Comment expliquer cette mort? Pourquoi ce suicide ?

Confessons-nous; maintenant que la dernière lueur d'espoir a disparu il n'y a peut-être plus à cela d'inconvénients. Par volonté révolutionnaire nous avons manqué de logique. — Les événements, eux, n'en ont point manqué.

Marx a établi une théorie de la révolution. Elle tient en quelques lignes. Lorsque l'ordre politique et social ne correspond plus à l'ordre économique, lorsque les rapports politiques et sociaux ne sont plus en accord avec les rapports de production, une révolution se produit qui établit un nouvel ordre politique et social conforme au nouvel ordre économique : la prééminence sociale passe à la classe qui a acquis la prééminence économique.

Ainsi en fut-il de la Révolution française par laquelle la bourgeoisie, devenue la classe dirigeante de l'économie, renversa les vieux ordres privilégiés, dépourvus depuis longtemps de toute fonction économique, et prit, à leur place, la direction de l'Etat et de la société.

Une révolution n'est donc que la mise en accord du politique et de l'économique, l'établissement de rapports politiques calqués sur les rapports économiques.

Or, de cette donnée fondamentale, Marx, par un véritable tour de passe-passe, a déduit que le développement de la lutte de classes entre bourgeois et prolétaires, en augmentant la force de ces derniers et en accroissant les difficultés des premiers, ferait du prolétariat le successeur de la bourgeoisie, l'établirait, à la place de celle-ci, comme classe dirigeante.

Déduction erronée, car le développement de la lutte de classes ne modifie pas les rapports économiques, il ne crée pas de nouvelles formes d'économie dont le prolétariat a la direction. Quelle que soit la force qu'acquiert le prolétariat au cours de sa lutte contre la bourgeoisie, le plan général de l'économie capitaliste subsiste : la bourgeoisie reste la classe économiquement dirigeante, — ce qui la distingue tout à fait des anciens ordres privilégiés qui n'étaient plus, eux, que politiquement dirigeants.

C'est pourquoi, au fond, ceux qui avaient raison, ceux qui avaient raison contre Marx au nom même du marxisme, étaient ceux-là qui, vers les années 1848, Fouriéristes et Proudhoniens, Lassaliens même, essayaient d'entraîner le prolétariat vers la création d'une économie nouvelle au moyen de coopératives de production.

Si une telle économie avait pu se constituer, si des associations ouvrières de production, sans patron et sans capital exploiteur de profit, s'étaient substituées plus ou moins rapidement aux entreprises capitalistes, le pouvoir politique de la bourgeoisie se serait effondré; le prolétariat aurait conquis la prééminence politique et sociale et réalisé, dans tous les domaines, son émancipation.

Mais il n'en fut pas ainsi. Les multiples associations ouvrières de cette période disparurent, pour la plupart, aussi vite qu'elles étaient nées, et le peu qui s'en maintint n'a jamais joué dans la vie économique qu'un rôle tout à fait secondaire et épisodique.

Le syndicalisme révolutionnaire, de son côté, réalisa très clairement, à la suite de Pelloutier, qu'il était indispensable que le prolétariat crée ses propres institutions, sa propre organisation sociale à l'intérieur même de la société bourgeoise, s'il voulait pouvoir un jour se substituer à la bourgeoisie; c'est ainsi que le syndicat et toutes les institutions annexes qu'il pouvait créer autour de lui apparurent aux syndicalistes comme l'arme grâce à laquelle le prolétariat acquerrait la capacité so-

ciale qui le poserait en héritier de la bourgeoisie.

Mais le syndicat n'est pas un organe de production.

Le syndicat ne crée pas de nouvelles formes d'économie, il lutte à l'intérieur même du cadre économique capitaliste. Or, c'est de production, c'est d'économie qu'il s'agit. Si la classe économiquement dirigeante devient forcément, quels que soient les obstacles que lui opposent les débris des économies disparues, la classe politiquement et socialement dirigeante, c'est que ce qui est essentiel en toute société humaine, c'est la production. Il faut d'abord vivre. La société n'est faite que pour permettre à l'homme de vivre. Or, pour vivre, il faut produire. C'est là tout le secret qui fait que ce sont les rapports de production qui déterminent les rapports sociaux. Or le syndicat ne modifie pas les rapports de production : le patron reste patron, l'ouvrier reste ouvrier; si développé, si puissant que soit le syndicat, le patron reste le dirigeant de la production, l'ouvrier un exécutant.

C'est cela qui a fait avorter le socialisme.

Si la classe ouvrière russe, qui avait conquis les usines et le pouvoir, s'est dessaisie des unes et de l'autre au profit de la bureaucratie, si la classe ouvrière des autres pays, qui n'avait qu'à avancer la main pour se saisir des usines et du pouvoir, a reculé, au moment décisif, comme épouvantée, si son épouvante a même été telle qu'elle a massacré ceux des siens qui tentèrent le geste sacrilège, c'est que, étant jusque-là dirigée économiquement, elle ne s'est pas crue capable de diriger politiquement. Elle a reculé devant la tâche, qui lui aurait nécessairement incombé si elle était devenue politiquement dirigeante, d'instituer une économie qui ne s'était pas fondée préalablement d'elle-même, la tâche d'avoir à créer des rapports de production qui n'étaient point sortis du développement économique lui-même; elle s'est refusée à faire créer l'économique par le politique. Le forfait qu'elle a ainsi déclaré est peut-être la confirmation la plus éclatante — et la plus désespérante — de l'exactitude de la théorie matérialiste de la Révolution.

⁂

Est-ce à dire que les luttes du prolétariat durant ces cent années auront été vaines? Que la lutte de classes est sans objet et sans issue? Non!

La lutte de classes est une nécessité immédiate; ce n'est qu'elle, ce n'est que la longue série de grèves, d'émeutes, d'insurrections qui a marqué l'histoire de l'Europe depuis plus de 100 ans qui a permis au prolétaire d'élever son niveau de vie, de parvenir à être autre chose que l'ilote qu'il était aux débuts du capitalisme, et qu'il serait resté s'il n'avait tenu qu'au capitalisme.

C'est aussi aux luttes du prolétariat que sont dus, pour la plus large part, les progrès de la société capitaliste elle-même. L'esclavage n'a jamais été un stimulant technique. Qui exploite des travailleurs « exemplaires », d'une docilité à toute épreuve, n'éprouve pas le besoin de changer quoi que ce soit à son mode d'exploitation. Ce sont, tout au contraire, les revendications incessantes, la rébellion systématique des producteurs de plus-value qui, en mettant le taux de la plus-value en péril constant, obligent le patronat à chercher sans cesse des moyens nouveaux de le maintenir. C'est une vérité que le moindre déplacement à travers le monde fait partout toucher du doigt : à salaires bas et à main-d'œuvre servile, procédés techniques primitifs; là où une main-d'œuvre revendicative impose des salaires élevés, technique perfectionnée. Péra l'a signalé il y a déjà longtemps dans la *R. P.* pour le cas typique des ports : dans les pays d'esclavagisme colonial, le charbon de soute est chargé par des chaînes d'hommes porteurs de couffins; dans les ports, même les plus petits, des pays où le travailleur est presque un « gentleman », le chargement est entièrement mécanique.

La lutte de classes n'est donc pas sans objet.

Est-elle sans issue?

Par une remarquable généralisation, Marx avait vu dans la lutte de classes un simple cas de cette grande loi de la dialectique qui gouverne le monde physique, dont elle paraît bien être, avec la conservation de l'énergie, l'unique loi générale.

Cette loi qui fait que, dès qu'une action, dans un certain sens, se produit dans un système en équilibre, il s'y produit également aussitôt, automatiquement, une réaction *de sens contraire*. De sorte que notre monde n'est qu'un ensemble de phénomènes antagonistes dont la contradiction fait la vie même du monde.

Il en est de même dans les sociétés humaines. Toute classe entraîne, par le fait même de son existence, l'existence d'une classe opposée, et toute action en un sens quelconque d'une des deux classes entraîne une réaction, en sens opposé, de la part de l'autre. Ce sont ces actions et ces réactions, cette « lutte de classes » qui constituent la vie sociale.

Cependant, s'il n'y avait que cela, si ces actions et réactions se poursuivaient telles quelles, indéfiniment, le monde ne se transformerait pas, la société ne progresserait pas. S'il y a transformation et progrès c'est que ces actions et ces réactions, ces « thèses » et « antithèses » aboutissent généralement à des changements d'état, à des synthèses : nouveaux équilibres qui sont le résultat et le produit des oppositions précédentes.

Mais, ici aussi, Marx a péché par volonté révolutionnaire. Marx voyait en effet dans l'avènement du prolétariat comme classe régnante la synthèse que produirait sa lutte contre la bourgeoisie. Or la synthèse n'est pas une substitution de l'antithèse à la thèse, elle est une chose nouvelle, un état nouveau, distinct à la fois de la thèse et de l'antithèse. De fait, l'histoire nous montre le plus souvent la tyrannie comme l'aboutissement des luttes de classes, et non la victoire d'une classe sur une

autre; c'est la tyrannie qui est dans la synthèse. Il n'y a pas, en effet, que des synthèses progressives, il existe aussi des synthèses régressives, des synthèses de décadence.

Le Manifeste Communiste liait le développement du prolétariat au développement de la bourgeoisie, la croissance du socialisme à celle du capitalisme. Rien de plus juste. Mais si cette règle implique que lorsque le capitalisme progresse, le socialisme progresse, elle implique aussi que, lorsque le capitalisme régresse et dégénère, le socialisme, lui aussi, doit régresser et dégénérer. Or, qu'à l'heure actuelle le capitalisme régresse et dégénère, cela me semble un fait difficilement niable, sur lequel j'ai maintes fois attiré l'attention; il s'en est suivi que le socialisme, lui aussi, a régressé et dégénéré. N'ayant pas triomphé avant l'entrée en décadence du capitalisme, il est entraîné dans une décadence commune. La fin du capitalisme amène la fin du socialisme, la déchéance de la bourgeoisie celle du prolétariat.

⁂

Et pourtant!

Pourtant il y a quelque chose qui nous dit, quelque chose qui provient du plus profond de notre être, qu'au delà des vérités forcément limitées que peut saisir notre entendement ou que nous révèle notre expérience, qu'au-dessus des phases transitoires de l'histoire, les sociétés humaines vont inéluctablement, par toute une série d'avatars et de synthèses dont la loi générale nous échappe, vers un état d'où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu, vers un état où régnera l'égalité. Et qu'elles n'y marchent que grâce à l'effort continu et sans cesse renouvelé des classes exploitées. Ce sont les luttes menées au cours des siècles, à travers tant de sociétés différentes, par les classes dominées et exploitées, qui permettront de réaliser un jour la société sans maître, et sans exploiteur. Le vieux Paillette avait raison lorsqu'il chantait :

Il est encore bien loin ce temps d'anarchie.
Mais, si loin soit-il, nous le pressentons!

Dans cet acte de foi du poète, il y a plus de vérité historique que tout ce que nos analyses peuvent saisir.

Dans un livre déjà ancien, Wells, en pleine ferveur transformiste, déclarait qu'il était convaincu, au plus profond de lui-même, que nous portions en nous le germe d'un Etre qui nous serait autant supérieur que nous pouvons l'être nous-mêmes par rapport aux anthropoïdes; avec une ferveur socialiste qui n'est pas diminuée, nous sommes convaincus pour notre part, au plus profond de nous, que la lutte des opprimés et des exploités porte en elle le germe d'une société d'où seront bannies l'exploitation et l'oppression.

C'est pourquoi, quel que puisse l'être l'avenir immédiat, quel que puisse être l'aboutissement direct de nos luttes d'aujourd'hui, nous restons, plus que jamais, fidèles au Prolétariat, au Socialisme, à la Révolution.

Le Socialisme est mort; vive le Socialisme!

R. LOUZON.

L'immonde scandale des camps de concentration

Les différents journaux, notamment S.I.A., *ont donné une publicité suffisante au scandale des camps immondes où la « République » française a parqué les républicains espagnols, pour qu'il soit inutile que nous répétions ce qui a été déjà dit ailleurs. Voici cependant, à cet égard, le témoignage d'une de nos abonnées, une institutrice des Pyrénées-Orientales, tout particulièrement bien placée pour savoir :*

Les camps de concentration sont toujours aussi odieux, hélas! J'étais mercredi à St-Cyprien. Oui, il commence à y avoir quelques abris en planches, mais les progrès sont toujours dérisoires. Dans dix ans peut-être, s'ils existaient encore, ces camps seraient devenus convenables. Mais avec l'effroyable sélection qui se poursuit grâce à la faim, au froid et aux mauvais traitements, combien resterait-il de ces malheureux? Quand je pense que la délégation parlementaire radicale-socialiste ose parler de 16 décès pour Argelès et St-Cyprien... On a dû oublier de lui faire visiter, dans ce dernier camp, le coin où j'ai vu fabriquer des cercueils en série, avec quelques planches mal rabotées, et la vigne qui vient d'être transformée en cimetière? Encore n'est-il pas sûr du tout que tous ceux qui meurent soient enterrés...

Quant à la Tour de Carol, où je suis allée jeudi, je n'avais jamais rien vu de semblable. La pourriture, la vermine, le froid y font des ravages effrayants. Jamais surtout je n'avais vu des malheureux insultés et bâtonnés aussi ignoblement. Est-ce parce que la montagne les isole davantage de tous ceux qui songeraient à s'indigner?

Au Perthus tout est calme maintenant. Il a fallu que des mesures soient prises pour réglementer un peu le passage des franquistes car le village français était envahi. Il paraît que l'Ampurdan (1) est inondé de troupes maures, et il nous arrive à ce sujet des bruits sinistres, mais bien difficiles à vérifier.

En revanche, des informations très sûres permettent d'avoir une idée exacte de l'atmosphère qui règne en Catalogne. Des chauffeurs français de Céret, qui accompagnaient des Espagnols à Gérone, ont été vertement réprimandés parce qu'ils parlaient catalan. Comme ils s'excusaient en invoquant leur nationalité française, les reproches sont devenus des insultes, et des policiers leur ont craché au visage.

D'après d'autres chauffeurs qui ont conduit à Barcelone des soldats ayant demandé à revenir chez Franco, l'abondance est loin de régner dans la ville, ainsi d'ailleurs que la confiance. Plusieurs soldats franquistes leur ont confié l'impatience et les inquiétudes qu'ils éprouvent au sujet des Italiens qui se sont établis partout en maîtres et vainqueurs. Les enseignes italiennes remplacent les enseignes catalanes, et aucun domaine n'échappe à leur emprise. Mais ce sont là, paraît-il, des confidences faites avec mille précautions, car chacun se sent épié, et la plupart des habitants ne répondent qu'en termes évasifs et en détournant les yeux.

On frémit en pensant au sort qui attend beaucoup de malheureux que les mauvais traitements et la propagande scandaleuse faite dans les camps décident à accepter leur retour en Espagne.

(1) Région espagnole située en arrière du Perthus, entre Gérone et Figueras. (N.D.L.R.)

Y a-t-il une solution à la question juive ?

Dans un fort bel article sur le *passage de l'Etat libéral à l'Etat autoritaire*, Louzon a abordé incidemment la question de l'antisémitisme, a essayé d'expliquer, par l'évolution contemporaine de l'économie, un phénomène actuellement aigu, l'antisémitisme.

Cette tentative a soulevé de curieuses clameurs : « Fasciste! », « Antisémite! », « Justificateur, peut-être inconscient, du nazisme! », etc. Ce qui laisse penser que pour ceux qui réagissent ainsi, il n'y a qu'une explication de l'antisémitisme : *la méchanceté séculaire des non-juifs*. De la même façon que, de l'autre côté, des idiots vocifèrent que « tout le mal du monde vient des juifs » et que l'antisémitisme trouverait non seulement son explication, mais sa justification dans *la malfaisance des juifs*.

Eh bien, « méchanceté », « malfaisance », je ne comprends rien à cela. Les mots abstraits ne sont pas des explications mais des vitupérations et, loin de contenir une solution, ne peuvent mener qu'à la guerre, éterniser la guerre entre juifs et non-juifs.

Sortir de ces données primaires est nécessaire avant toute chose à qui veut comprendre et, si possible, pacifier. C'est pourquoi la tentative de Louzon est beaucoup plus louable que la réaction suscitée.

Et si l'on peut reprocher quelque chose à l'étude en question ce n'est pas de faire cette tentative, mais de ne la faire que très incidemment et ainsi de ne dire que des vérités partielles.

L'aspect antilibéral de l'antisémitisme souligné par Louzon, l'antisémitisme lié à la forme non libérale de la production est une idée séduisante et probablement une réalité. Mais peut-être surtout une réalité *de notre temps*. Et, en tous cas, ce seul penchant antilibéral n'embrasse pas tout le complexe antisémite. D'où un sentiment de malaise chez ceux des lecteurs qui, dans l'étude, ont voulu voir avant tout la question juive.

Autre défaut, qui vient justement de la façon occasionnelle dont la question est effleurée : Louzon parle de la « fonction » du juif, de la nature « congénitale » du juif, comme s'il y avait sur la terre non pas une mais deux espèces de mammifères bimanes : l'homme et le juif. Je ne pense pas du tout que ce soit là son point de vue. Il conviendra qu'alors il faudrait *expliquer* cette fonction congénitale juive... et que ça ne doit pas être un mince travail.

Et puis, cette *fonction* libérale *du* juif, ce besoin juif de détruire toute réglementation de l'économie, ce n'est pas tellement évident! L'économie des monopoles est la négation de l'économie libérale. C'est une économie où production et vente sont *réglementées*. Or, les mots « juif » et « monopole » ne jurent pas ensemble! A tel point que beaucoup d'antisémites contemporains placent la justification de leur antisémitisme dans l'exploitation des masses humaines par des monopoleurs juifs. Cette explication vulgaire de l'antisémitisme, absolument inverse de celle de Louzon, est, comme celle de Louzon, une vérité; mais *une vérité partielle*. Or, « quelle profonde source d'erreurs n'est pas toute vérité partielle! »

Quelle est donc la vérité non parcellaire? Où est le fait de base qui, à travers l'espace et les siècles passés, nous donnera l'explication du phénomène antijuif?

UN HOMME COMME LES AUTRES

Certains vont chercher des caractères « raciaux ». On déteste les juifs parce qu'ils sont « avides d'argent », parce qu'ils sont trop « malins », parce qu'ils sont « incapables de rien inventer », parce qu'ils sont « couards », parce qu'ils sont « agressifs », parce qu'ils sont « immoraux » (quoiqu'on les maudisse d'être à la base de la morale chrétienne, si gênante), parce qu'ils sont « grossiers », parce qu'ils sont « raffinés avec outrance » et tout ce que j'oublie.

Foutaises! Foutaises que tout cela! Il n'est pas un seul des horribles défauts attribués aux juifs comme caractéristiques des juifs qui ne se retrouve chez des non-juifs et qui ne soit absent chez des juifs. De même, pour les magnifiques qualités d'intelligence et de talent que les juifs s'attribuent. D'où l'ennui inévitablement dégagé par toutes les conversations placées sur cette base idiote.

Vous pouvez prendre un juif, le palper, le flairer, le ponctionner (1), le mensurer, le microscoper, vous trouverez toujours la même chose : *un homme comme les autres*.

Un groupe social différencié

Alors?

Alors, l'explication, la voilà.

Elle n'est pas de base individuelle ou raciale.

Elle est sociale.

Elle découle d'une règle intrinsèque à toutes les sociétés humaines.

RÈGLE :

Quand dans un groupe humain, grand ou petit, un autre groupe humain poursuit clandestinement des mobiles qui ne sont pas ceux du premier groupe, et, en conséquence, se détermine selon des règles qui ne sont pas absolument celles du premier groupe, il y a un état de guerre, latent ou avoué, entre les deux groupes.

En d'autres termes :

Toute solidarité partielle au sein d'un groupe humain déclenche l'hostilité de ce groupe.

Il n'est que de réfléchir deux minutes à cette proposition pour voir qu'elle est vraie de

(1) Les Allemands en sont là. Par des prises de sang répétées et des études à n'en plus finir de floculation, etc. ils veulent arriver à trouver ce que c'est que le sang juif et à le différencier du sang aryen. Pauvre XXe siècle!

toutes les sociétés, et depuis le commencement des sociétés.

Toutes les « *maffias* » ont toujours soulevé l'hostilité de ceux qui ne sont pas de la maffia.

Faut-il donner des exemples? Chacun en connaît dans la vie courante, dans la vie la plus banale.

La Franc-maçonnerie est une société de « fraternité universelle », c'est entendu. Mais, dans la vie courante, il arrive que ce désir de fraternité se réduit à l'entr'aide entre maçons. Alors, quand cela arrive dans un groupe social quelconque, le personnel d'une entreprise par exemple, quand on y pressent qu'une solidarité clandestine maçonnique a violé la grande règle de notre société, qui est tout de même celle du « plus méritant », on est furieux contre les maçons. Absolument la même chose quand une solidarité clandestine se laisse sentir parmi ceux que les maçons appellent des « jésuites de robe courte ».

Absolument la même chose encore quand, au sein du mouvement syndical, il apparaît que des groupes de syndiqués ne basent pas leur conduite sur les seuls intérêts du syndicat et du syndicalisme!

Cela dit, revenons à nos moutons.

La *solidarité juive* est un fait.

C'est la donnée capitale du problème juif.

C'est *la cause de l'antisémitisme.*

L'antisémitisme existe parce que les gens qui se croient juifs se sentent liés entre eux par une solidarité qu'ils font clandestinement jouer à l'intérieur des sociétés où ils se trouvent, sous le couvert — donc parfois à l'encontre — des règles de ces sociétés.

Tout le monde connaît des exemples comme ceux de ces hôpitaux allemands d'après-guerre où la proportion des médecins non-juifs était tombée à 1 pour 9. La cooptation juive avait joué! Si je ne me trompe, telle était aussi la proportion dans le barreau viennois. Dispensez-moi de citer d'autres exemples de ce genre. Chacun connaît directement des cas, non de ces triomphes panjuifs, tout de même rares, mais de solidarité juive active.

Et la solidarité juive passive, la solidarité de cœur, comme elle est nette! Vous avez des amis juifs, ou vous êtes juif vous-même. Eh bien, dites-moi si j'ai tort : un homme qui se croit juif, des horreurs(2) comme celles d'Espagne et du camp d'Argelès, ça lui fait de la peine, c'est certain; mais les épreuves des juifs en Allemagne, en Autriche, en Italie, ça le prend aux entrailles! C'est une vraie souffrance! Et ils sont des millions comme ça! C'est une somme de souffrances à susciter des actes héroïques (ça arrivera peut-être), une souffrance au point de leur faire admettre le déclenchement d'un carnage vengeur général!

Même chose avec la Palestine. Quand des milliers d'Arabes sont massacrés, les juifs et leur presse s'en émeuvent fort peu. « Ce sont des terroristes ». Mais, des morts violentes de juifs, ils les ressentent dans leur chair.

Et la solidarité juive dans les succès! Qui n'a constaté le contentement intérieur de très humbles juifs quand il y a un succès juif dans le monde, prix Nobel ou championnat de boxe?

« DESTINEE UNIQUE »

On me dira que tous mes exemples sont bébêtes, ridicules, ragotiques. Je veux bien. (On est toujours bête quand, le soleil brillant, on entreprend de montrer qu'il fait jour). Mais je ne crois pas qu'il soit possible de nier l'existence d'une *solidarité juive.*

Et comment n'existerait-elle pas, la solidarité juive? Mais l'existence seule de juifs, de gens qui, en plein vingtième siècle, se disent encore « juifs » en est la preuve la plus éclatante!

D'où vient le peuple juif et le nom de juif? Au minimum de quelque 3.000 ans d'ici.

Et où sont-ils les peuples contemporains à l'histoire juive antique, ou même très postérieurs? Où les Egyptiens, les Babyloniens, les Amalécites, les Crétois, les gens de Tyr et de Sidon, les Troyens et même les Grecs? Tout cela est fini, mort, disparu depuis des temps immémoriaux. Il y a encore aujourd'hui, naturellement, des gens qui vivent en Egypte, en Mésopotamie, en Crète, en Grèce, mais ils ne se sentent aucune continuité raciale avec les anciens habitants de ces pays. (Et, même, quand Mussolini se veut continuateur des empereurs romains, personne ne sent sérieuse cette usurpation présomptueuse). Le peuple juif, lui, continue. Le *seul* parmi les milliers de peuples qui sont morts. Renan parle quelque part de « *la destinée unique du peuple juif* ». L'expression serait absolument justifiée par ce fait seul, par cette exception à la règle générale de la mortalité des peuples, de leur disparition (3) par extinction et surtout par fusion. Naturellement ce fait extraordinaire, cette persistance d'un glaçon dans un bassin tiède, a donné lieu à toutes sortes d'explications spiritualistes. Mais tout le monde accordera qu'il ne serait pas possible sans l'existence d'une conscience nationale, d'une solidarité interne de peuple particulièrement forte.

Et dans quelles conditions ce phénomène extraordinaire de la persistance d'un peuple à travers les millénaires s'est-il produit?

Quand on examine ce point, l'étonnement n'est pas moins grand qu'à la constatation de la persistance elle-même.

Du point de vue matérialiste, deux éléments pourraient contribuer à expliquer la non-fusion d'un peuple dans les autres, ou plus exactement le retard à la fusion, le plus grand laps de temps mis par ce peuple à se conformer à la loi de la fusion. Ces deux éléments sont, d'une part, l'importance de la *masse* de la population, d'autre part, un habitat où *géographiquement* les contacts soient difficiles avec les autres peuples. Ainsi on ne s'étonne pas qu'après une vingtaine de siècles les Chinois soient encore Chinois. Les masses humaines importantes développées dans les vallées de la Chine étaient coupées du reste du monde habité d'une part par des obstacles terrestres considérables, d'autre part par des étendues maritimes qui furent pratiquement infranchissables pendant dix-neuf siècles.

Mais le peuple juif! On compte, paraît-il, aujourd'hui, vingt millions de juifs. C'est bien peu pour un peuple répandu sur à peu près toutes les terres habitables. Et dans les temps

(2) Horreurs de gauche et de droite, soyons francs. La raison d'Etat, même d'Etat populaire ne saurait rendre acceptable l'atroce.

(3) Et disparition rapide. Comme les « civilisations », les « peuples » sont mortels et de courte durée. Ne remontons qu'à une quinzaine de siècles, période de temps ridiculement courte. Qui se dirait aujourd'hui Goth, Lombard, Ostrogoth, Vandale, Franc, etc...?

bibliques, quand ce peuple s'est constitué son extraordinaire conscience nationale, le nombre devait être encore bien moindre. A considérer les possibilités nourricières des régions dans lesquelles il évoluait, entre le Nil et le Tigre, on est forcé de se dire que ce ne pouvait être qu'une toute petite peuplade. Et, même à son apogée, quand après un long essai de sédentarité il était groupé en Palestine autour de son Temple, on hésite à lui accorder un million d'hommes. Je pense que la moitié serait une évaluation plus raisonnable.

Donc, toute petite masse humaine.

Cette petite masse humaine est-elle au moins développée dans un habitat qui, géographiquement, la défende contre les étrangers et la fusion inévitable? Pas du tout! Chose effarante, cette petite masse humaine, loin d'être sur un territoire qui la protège par ses montagnes, ses déserts ou ses mers, n'est *nulle part!* Elle n'a pas de terre. La terre lui a toujours été « promise ». C'est dire qu'elle n'en a point. Elle est obligée à l'errance.

Si encore on la laissait, cette petite peuplade nomade, nomader en paix! Pas du tout! Quelles vicissitudes! Nous la voyons captive à Babylone, semi-captive en Egypte, nous la voyons guerroyer en Palestine, qu'elle n'arrive jamais à conquérir complètement. Finalement Rome, pourtant si tolérante en matière religieuse coloniale, détruit le Temple, le centre enfin géographique de la vie juive. Et voilà la toute petite peuplade lancée et disséminée à travers les maints grands peuples de l'immense monde romain, à la recherche de la Jérusalem nouvelle.

Le monde romain s'écroule. La féodalité lui succède. Mais la petite peuplade est toujours là. Et, à mesure que la féodalité porte la civilisation balbutiante dans des régions jusqu'alors inconnues, la petite peuplade établit en Germanie et dans l'Europe nord-orientale ses représentants demeurés aussi juifs qu'à Jérusalem.

La féodalité meurt. Les « nations » naissent et ajoutent au monde un autre monde par delà l'Atlantique. La petite peuplade disséminée parmi vingt nations sur les deux rives du grand Océan conserve la conscience de soi-même comme aux premiers jours, travaille comme aux premiers jours à son « salut » propre, à sa « rédemption » de peuple. (4)

Renan a raison : destinée *unique* de ce peuple!

L'INIMITABLE RACISME

Il ne serait pas possible de soutenir que ce « miracle juif », cette constance juive à travers tant de siècles, d'épreuves et de nations soit possible sans une extraordinaire conscience juive, sans une solidarité nationale d'une qualité tout à fait remarquable.

Et, d'ailleurs, *les documents sont là.*

Les livres juifs sont là.

Livres constitués à la naissance de la conscience juive et véhicules essentiels de cette conscience à travers les siècles et l'espace.

(4) Le cri « Jérusalem! », «Sion! » qui symbolise les aspirations juives ne contient pas seulement l'aspiration matérielle à un territoire, il manifeste l'aspiration au bonheur général du peuple juif, du peuple juif « sauvé ».

Livres d'une grande beauté. On s'y sent parfois à la racine de toute poésie. Livres aussi d'une clarté singulière (au moins sur le point qui nous occupe aujourd'hui, car sur les autres...).

Je me demande comment, ayant un peu pris contact avec le livre juif essentiel, la Bible, on peut poser la question : « Le judaïsme est-il une race ou une religion? ». (5)

Je ne crois pas qu'on puisse croire à la persistance de la « race juive ». (6)

Le judaïsme est différent de ce que l'on entend généralement par le mot de religion, puisqu'il ne tend pas à l'universalité.

Mais le judaïsme est, de façon indubitable, la *religion d'une race,* (entendez bien non pas la religion qui appartient à une race, mais la race devenue objet de vénération : la *Foi* en une race, l'*Espérance* en le triomphe de la race et la *Charité* entre les membres de cette race).

C'est, de cent coudées, la plus belle exaltation, poésie et défense d'une race qui ait jamais été réalisée. Racisme inimitable! Hitler a pris les éléments de son vaseux racisme au Français Gobineau. (Les voilà bien, ces Allemands qui chipent toutes les idées françaises!). Moïse a reçu le sien, tout fait, de Dieu même. (Vous vous rendez compte s'il a bonne mine, Adolf, avec ça!).

Voyez plutôt :

Les juifs ne sont pas un peuple parmi d'autres peuples, ils sont le « peuple élu », le peuple choisi par Dieu, dont il a la « Promesse », manifestée de façon très claire par l'« arche d'alliance » (d'alliance de Dieu et des juifs). Le Dieu, quoique unique, est le « Dieu des Juifs », cela veut dire que, s'il a bien créé les autres peuples comme les Egyptiens et les Babyloniens, cela n'a pas plus d'importance

(5) La *R. P.* a publié un article de Louzon sous ce titre.

(6) Le juif russe ne ressemble pas au juif tunisien. Le grand nez convexe du juif germanique, qui serait caractéristique de la « race juive » ne se voit guère chez le juif algérien. Le juif marocain rappel l'Espagnol; comme d'autres métis espagnols, les Sud-Américains par exemple il est facilement de teint olivâtre alors que d'autres juifs sont d'un blanc caucasien. Parmi une majorité de bruns, il y a des juifs blonds. Il y a des cheveux lisses d'Indo-Européens et des crêpus afroïdes. Abraham avait deux femmes, une libre d'où sortirent les juifs et une captive, Egyptienne. Les descendants qu'il eut de la libre, comme de l'esclave, ne se sont pas privés de suivre ce noble et agréable exemple. Et la « race juive » en est morte depuis longtemps.

D'autre part, il y aurait eu au début de l'ère chrétienne, ou un peu avant, des conversions massives au judaïsme, notamment en Afrique du Nord. Renan affirme le fait et on peut le croire, malgré la non-tendance à l'expansion de la religion juive, à cause de l'énorme progrès philosophique que le premier monothéisme représentait.

Par exemple, il est connu que la première invasion arabe en Afrique du Nord (VIII[e] siècle) a été tenue en échec au sud de Batna par une Jeanne-d'Arc berbère et juive, la Kahena.

Tous ces apports étrangers à travers les siècles, soit par métissage soit par conversion ne peuvent pas avoir laissé subsister grand'chose de la « race » qui évoluait entre Nil et Tigre. Mais tous ces non-juifs de race, ayant adopté la religion juive, sont juifs de cœur et vivent pour la défense et l'exaltation de la « race juive »... Ce n'est pas le seul exemple d'humains prêts à lutter et souffrir pour une fiction.

que sa création des animaux et des minéraux. Ce Dieu des Juifs protège le peuple juif et le maintiendra à travers le temps. Pourquoi? Parce que dans ce peuple naîtra un juif tout à fait merveilleux à tous les points de vue, « béni de Dieu », qui « sauvera » les juifs, c'est-à-dire qui leur fera tant de bien, tant de bien que la Création prendra tout son sens dans la presque égalisation des « élus » juifs à Dieu.

Henri Bergson, dans ses « *Deux sources de la morale de la religion* », parle de « religions fermées » qui sont des religions de défense raciale par opposition aux « religions ouvertes » caractérisées par un besoin d'universalité, par une tendance expansionniste contemptrice des frontières géographiques et raciales. Eh bien, il est certain que la religion juive est la plus réussie de ces religions fermées, des religions de défense raciale.

C'est cette dose extraordinaire de racisme initial qui a formé la conscience juive, la solidarité juive qui s'est maintenue jusqu'à nous.

SOLIDARITE NON TERRITORIALE, FRUIT DU NOMADISME

Un autre point à ne pas perdre de vue devant le si curieux phénomène juif, c'est que, lorsque la conscience nationale juive s'est formée, atteignant d'emblée un degré si intense, la peuplade juive était *nomade*.

C'est une peuplade de pasteurs nomades transportant ses tentes à travers des régions semi-désertiques, une peuplade vraisemblablement divisée en petits groupes qui conduisent leurs bêtes — chevaux, ânes, petits bovidés, moutons et chèvres — un peu au hasard des floraisons d'alfa — et selon les possibilités que leur laissent les autres peuples contemporains qui, soit nomades soit sédentaires, nous sont naturellement décrits comme très méchants.

C'est là, c'est dans la tente du désert, au milieu de mille dangers du fait de la nature et du fait des hommes, que s'est constituée, d'emblée avec un degré de force inouïe, la conscience nationale juive, fruit de la volonté de vivre de cette peuplade. Sous la tente du désert, sous la tente qui sera levée demain, pour aller... Iaveh sait où!

Il y a vraisemblablement *là* l'origine de ce fait qu'on donne parfois pour caractéristique du juif, qui énerve énormément nos réactionnaires et qu'ils appellent : *l'inassimilabilité du juif.*

La mobilité même de la peuplade juive, en effet, implique que la *conscience juive ne pouvait pas être liée à un territoire.*

Le « juif », le frère juif se reconnaissait, non pas à ce qu'il habitait le même territoire que vous, mais à ce qu'il était estimé descendre, et se croyait lui-même descendre du même homme et de la même femme que vous, d'Abraham et de Sarah qui furent désignés par Iaveh pour engendrer Sa race d'élection. C'est une solidarité de « sang », une *solidarité biologique et non pas territoriale.* A ce compte le peuple juif, surtout dans les temps bibliques, forme une *nation,* une vraie nation au sens étymologique (le mot venant de *natus,* qui signifie *né,* et désignant l'ensemble des gens nés d'un même ancêtre). Le peuple juif a beaucoup plus de droit au titre de nation que les organisations politiques qui, dans les temps modernes, ont groupé les ramassis raciaux les plus hétéroclites pour la défense d'un territoire. Ces Etats-ci sont fonciers et non nationaux; les gens y sont liés par les intérêts communs du sol et non par le sang. Le peuple juif, lui, à l'origine, est une *nation.* Nation nomade, et nation *parce que* nomade. Parce que ces gens sans territoire, s'ils n'avaient pas été liés par le sang, n'auraient été liés par *rien,* et on ne parlerait plus d'eux.

Naturellement, ce caractère de *solidarité biologique,* et non territoriale, lié au nomadisme, n'est pas particulier au peuple juif. On le retrouve chez tous les groupes nomades.

...Il a été une cause énorme d'incompréhension de la part des Français, lors de la conquête de l'Algérie.

Nous, les Français, comme la plupart des Européens, nous sommes les fils de la féodalité, nous sommes des fils de serfs, fils de gens liés à la terre, de gens qui considèrent l'homme comme un appendice ou un produit du sol nourricier. Au point que nous ne concevons pas sans effort qu'un groupe puisse être sur un territoire sans être *de* ce territoire. Transportant cette mentalité territoriale en Algérie, les conquérants français en éprouvèrent de grands déboires, qui furent payés de grands massacres d'Algériens!

A côté de sédentaires authentiques, l'Algérie comprend en effet des nomades sédentarisés, mais récemment sédentarisés, qui ont conservé une *solidarité biologique* avec des groupes se trouvant ou se mouvant parfois très loin d'eux — et enfin des nomades authentiques.

L'historien Gauthier cite ainsi le cas des Sanhadja, *nation biologique* importante dont les groupes se trouveraient disséminés sur tout le territoire nord-africain (et jusqu'au Sénégal (7), groupes qui, au cours de l'histoire, en dépit de considérations territoriales, mais en raison de leur *solidarité biologique* ont maintes fois pris les armes les uns pour les autres. Des gens comme ça, aller leur dire qu'ils sont « Marocains », ou « Algériens », ou « Tripolitains », cela n'a aucune signification pour eux. Ils reconnaissent qu'ils occupent, pour l'instant, une partie du territoire dont on parle, mais ils *sont* tout autre chose que ce qu'on leur dit là, ils sont ce qu'Allah et le sang les ont faits, ils sont Sanhadja... Disons plutôt: ils étaient, car, avec la terrible conquête et la fixation française, ces choses-là sont plutôt du passé et n'ont plus guère qu'une valeur analogique. En tous cas, ces gens-là ont conservé assez d'esprit nomadiste pour concevoir tout naturellement une chose qui nous dépasse nous territoriaux français et allemands, culsterreux par excellence, c'est que des juifs puissent être depuis longtemps en France et en Allemagne sans être, c'est-à-dire sans *se sentir* Français et Allemands.

Solidarité biologique et non territoriale, solidarité par croyance à l'origine commune du sang et de la chair, survivance du nomadisme.

CAUSES SECONDAIRES

Je pense avoir montré la cause essentielle de l'antisémitisme. C'est le sémitisme.

C'est le racisme juif.

Ou, pour ne pas employer de mot qui puisse être pris péjorativement, c'est l'existence

(7) « Sénégal » serait une allitération de « Sanhadja ».

d'une *solidarité juive,* solidarité jouant au sein des nations et par-dessus les frontières des nations.

Cette solidarité, certains l'exaltent et certains la déplorent. Certains la voient d'origine divine et d'autres la disent maudite. Je pense avoir montré qu'on trouve à sa naissance des raisons d'être naturelles dans l'extrême besoin de défense d'un groupe humain tout petit et sans patrie.

En tous cas, c'est cette solidarité, nécessairement souvent clandestine, qui amène dans les nations une réaction d'hostilité, par la règle que j'ai citée tout à l'heure.

Voilà l'explication fondamentale de l'antisémitisme à travers les siècles.

Naturellement, ayant abordé un sujet chargé, pour certains, d'un tel degré de passion, je vais me faire honnir pour n'avoir traité que de la cause fondamentale du phénomène, laissant de côté les causes secondaires.

Mais, bien sûr, il y a des causes secondaires de l'antisémitisme! (Et surtout des aspects secondaires de l'antisémitisme.)

En voici deux qui me font particulièrement horreur : la survivance du besoin de sacrifices humains, et la cupidité.

...Dans certaines tribus de l'Afrique Noire, il y a seulement cinquante ans, lorsque les choses allaient mal et qu'on ne savait pas avec évidence pourquoi, on cherchait le responsable, celui ou ceux qui, animés du mauvais esprit, ou ayant déplu au dieu bon, faisaient du mal à tous. Le responsable trouvé — ce pouvait être une fillette de deux ans — il fallait qu'il fût sacrifié. C'était une nécessité de toute évidence, s'imposant à tous.

Nous, les Germano-Gaulois, nous avons eu aussi, très vive, cette croyance à la nécessité des sacrifices humains et nous les avons pratiqués sur une grande échelle.

Eh bien, ce besoin primitif nous est resté dans les profondeurs de la conscience. Quand les choses vont mal dans la nation, on cherche le responsable, le mauvais génie. Certains le trouvent facilement dans le juif, et le besoin de sacrifice humain se révèle immédiatement, remontant des bas-fonds de la conscience : « Mort aux juifs! » (8).

Pour ce qui est de la cupidité, je n'ai pas besoin d'insister. Par exemple, en septembre dernier, à Dijon, un marchand de confections s'était pris de querelle politique avec un marchand de nouveautés de sa rue; ce dernier étant juif, le magasin de celui-ci a été mis à mal. On ne me fera pas croire que le boutiquier n° 1 a pu voir avec douleur mettre hors concurrence la boutique concurrente.

Ces bassesses-là existent, c'est sûr, dans l'antisémitisme.

Il appartient, c'est évident, à quiconque n'est pas monstre moral de les dénoncer.

Mais elles ne sont pas *la cause* de l'antisémitisme. Elles existeraient dans l'antikurdisme, l'antipunicisme, l'antiwisigothisme si ces mouvements avaient une raison d'être, c'est-à-dire s'il y avait à travers les nations des hommes qui apparussent liés par les intérêts des races kurde, carthaginoise, wisigothe.

Vouloir placer dans les seules bassesses dont nous parlons la cause du phénomène antisémite, c'est la placer, comme nous le disions au début, dans la *méchanceté* des non-juifs. Ce n'est pas une conclusion susceptible d'amener la paix entre juifs et non-juifs. C'est une absence de clairvoyance bien faite pour éterniser la guerre.

« QUID » DE L'AVENIR ?

« Il faut avant tout mettre les juifs en garde contre eux-mêmes », m'a dit un jour un juif qui, d'habitude, n'est pas très versé dans les idées, étant plus intéressé par son commerce de joaillier. (9)

Quelle belle clairvoyance! Il avait mis le doigt sur la plaie, et sur le remède.

Pour que le mal disparaisse, il faut en supprimer la cause.

La cause de l'antisémitisme étant dans l'existence d'une conscience sémitique, l'antisémitisme ne disparaîtra que si les hommes qui se disent « juifs » arrivent à cesser de se croire tels. Leur idéologie de défense raciale, légitime et belle quand la tribu était groupée dans le désert, entourée de dangers, peut être abandonnée comme une scorie gênante, maintenant que le temps a marché, que les circonstances ont tellement changé et qu'*elle ne sert plus à rien.*

Hommes comme les autres, ceux qui se nomment « juifs » doivent cesser de se considérer comme des hommes différents.

Hors de cela, pas de salut. C'est la prolongation de l'état d'hostilité, lequel est sans aboutissement possible.

Car enfin : l'hostilité peut-elle se terminer par le massacre général des juifs? Impossible. Peut-elle se terminer par le triomphe complet des juifs et leur conquête des « royaumes de la terre »? Impossible; il y a tout de même une trop grande différence de masse entre vingt millions d'hommes et le reste des hommes. L'hostilité peut-elle se terminer par la sécession du peuple juif qui, quittant le sol des nations non-juives, se réfugierait sur un sol à lui? Impossible. La planète est assez bien connue aujourd'hui, les régions non tropicales sont assez peu étendues, pour qu'on considère comme illusoire la découverte d'un territoire vide qui pourrait nourrir vingt millions d'hommes. Et, en dehors de cela, ce vœu sioniste soulève tant de difficultés techniques, sociales et d'organisation qu'on peut le considérer comme le comble de l'utopie.

Alors?

Alors, c'est ou bien la fusion, ou bien la prolongation de l'antisémitisme, la prolongation de cet état d'hostilité qui, avec des différences d'acuité, existe depuis toujours.

(8) Généralement ça ne va pas plus loin que des vociférations de café. Heureusement. Mais où ce si net besoin de sacrifices humains devient horriblement dangereux, c'est quand les « responsables » sont découverts non pas dans une race, mais dans une classe (car il y a une *raison économique* à la lutte des classes)... Le 30 novembre j'ai entendu un ingénieur, qui n'est même pas fasciste officiel, tout tourneboulé par le succès de la grève dans son usine déclarer sérieusement : « Y a rien à faire, y a 4.000 types en France qu'il faut éliminer ». Mentalité primitive. Horriblement dangereuse car, une fois les 4.000 sacrifices accomplis, les choses n'iront pas mieux qu'elles n'allaient dans la tribu nègre après le sacrifice de la fillette. Alors il en faudra 40.000. Et après 400.000.

(9) De grâce, ne voyez pas de la raillerie partout. Je suis loin de lui donner tort! Un bon commerçant, comme un bon ouvrier, est plus intéressant et utile qu'un pisseur de copie ou un malaxeur d'idées.

De même que la civilisation formée par nos nations européennes est condamnée à périr si ces nations ne se décident pas à renoncer à elles-mêmes et à se fondre en une internation, de même l'antisémitisme continuera si les gens qui se croient sémites ne se décident pas à renoncer au culte sémitique, à se fondre dans les nations d'aujourd'hui ou l'internation de demain.

De même que nos arrière-petits-fils devront avoir oublié le nom de France presque autant que nous avons oublié les noms des royaumes qui se trouvaient avant César dans le pays que nous habitons, de même les arrière-petits-fils des « juifs » aujourd'hui vivants devront avoir perdu toute nostalgie de Sion. (10)

P. RIVIÈRE.

---

(10) Quels moyens à cela?

Eh bien, il faut que juifs et non-juifs y mettent du leur.

Il faut que les non-juifs ne créent pas eux-mêmes une cause à la persistance du sentiment juif, qu'ils abandonnent eux-mêmes tout racisme et se placent sur la base de l'égalité des hommes. Par exemple, Hitler est encore plus stupide qu'odieux. Il détruit les synagogues des juifs; résultat : *les synagogues seront plus solides dans leur cœur qu'elles n'étaient dans la pierre* Et le seul résultat souhaitable se trouve éloigné! Par contre, la Révolution française proclamant l'égalité des hommes sur la table rase du passé a été un grand événement. Et les résultats ont été bons : il y eut dès lors peu de racisme juif en France; peut-être même se serait-il éteint et la fusion désirable se serait-elle faite complètement, sans des apports virulents de l'extérieur. Que les non-juifs, même quand leur impatience serait compréhensible, dans des moments comme septembre dernier, par exemple, aient toujours présente à l'esprit la notion d'égalité des hommes, ou plus exactement d'unité de l'espèce humaine.

Quant aux juifs, ils ont aussi beaucoup à faire. Qu'ils tâchent de perdre cette sensibilité extra-ordinaire qui fait que certains manifestent une indignation sincère et crient à l'« antisémitisme » chaque fois qu'un non-juif prononce le mot de « juif » et cherche avec objectivité une solution à la question juive, laquelle n'est, au reste, qu'une petite question sur la terre.

Mais c'est surtout sur les générations à venir que doit porter l'effort.

On pourrait conseiller le métissage, les mariages entre juifs et non-juifs. Bonne chose certes, mais ne croyant pas à la « race juive », je ne crois pas à l'efficacité de sa destruction. Dès maintenant la plupart au moins des juifs sont des métis; ça ne les empêche pas d'être d'excellents « juifs », d'excellents fils d'Abraham par le cœur Le problème est moral. Cessez de dire aux tout petits enfants qu'ils sont « juifs ». Ces notions passionnées que vous leur donnez dès l'âge le plus tendre ne peuvent pas les quitter par la suite. Si vous ne les leur donnez pas, ils ne les trouveront pas tout seuls!... Dès maintenant il y a des gens qui ont *oublié* qu'ils sont juifs et qui, de ce fait, ne le sont pas : ils sont de leur pays, de leur classe, de leur profession sans aucune arrière-pensée, sans aucune autre solidarité que celle qui découle de ces groupes-là.

La seule existence de ces gens-là prouve que la *seule* solution, la si nécessaire fusion n'est pas *hors de la nature des choses.*

...On me répondra peut-être que sans être hors de la *nature* des choses cette si nécessaire fusion est *surnaturellement* impossible, qu'il subsistera toujours un groupe important de juifs fidèles à la volonté de leur Dieu, résolus à maintenir Son peuple d'élection.

Il est fort possible que ceux qui disent cela n'aient pas tort. (Bien que je me méfie des « toujours ».) Mais tant qu'ils auront raison, ce qui a été sera.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

SIXIEME LISTE

Me voilà de retour dans la capitale. J'espère pouvoir, maintenant, tenir le coup. La tenue des comptes du « Cri du Peuple » n'a d'ailleurs pas souffert de mon absence. Les recettes ont été régulièrement publiées. Voici, aujourd'hui, la sixième liste :

Marthe Pichorel	10.—
Louis Bureau, Alger (2e vers.)	50.—
G. Alhomme (3e vers.)	10.—
Paul Foy (4e vers.)	20.—
Raymond Croze (2e vers.)	100.—
Delsol (4e vers.)	10.—
F. P. (2e vers.)	22.—
Lippe (2e vers.)	20.—
Daniel Martinet (2e vers.)	50.—
Léger	10.—
Mattéi (2e vers.)	10.—
Brient	15.—
Pelletier	5.—
Crespo	10.—
Gautron	5.—
Chardy (2e vers.)	20.—
Bettendroffer (3e vers.)	5.—
Cot (2e vers.)	10.—
Roujou (2e vers.)	10.—
Wipff (2e vers.)	10.—
Roques	5.—
Arnaud	20.—
Nicolas	10.—
Chestier (4e vers.)	10.—
Lautier	10.—
Total de la sixième liste	457.—
Listes précédentes	4.634.10
Total	5.091.10

Adresser les souscriptions au compte postal 2065-09, Paris, (Maurice Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-St-Gervais).

M. CHAMBELLAND.

PARMI NOS LETTRES

Blum et les grèves

Un mot de notre vieil ami Victor Loquier, le militant libertaire des Vosges, rappelle notre attention sur un « argument » des socialistes de gouvernement :

Il y a des choses qu'il serait dommage de laisser perdre.

Ainsi, dans le journal vosgien des S.F.I.O. « Le Travailleur Vosgien », numéro du 2 juillet 1938, on pouvait lire, sous la signature L. Julien, les lignes suivantes : ... « Malheureusement le vaste mouvement de grèves déclenché à ce moment n'a pas permis à Blum de suivre son idée première, il lui a fallu courir au plus pressé. Bien criminels ont été ceux qui à cette époque ont lancé la classe ouvrière dans la bagarre. Des augmentations de salaires obtenues on peut voir aujourd'hui ce qu'il en reste. »

Un militant S.F.I.O., à qui je montrais cette monstrueuse idiotie, digne de la poubelle, me dit que son auteur était chassé du Parti. Ce qui est faux, car non seulement le personnage fut délégué des Vosges au congrès des 24, 25, 26 décembre 1938 à Paris, mais il vient d'être le candidat du Parti S.F.I.O. dans les Vosges à une élection sénatoriale.

Ce genre de types contribuent surtout à discréditer, je ne dis pas une idée, noble en soi, mais un Parti. Mais cela est affaire de ménage!...

UNE DÉCLARATION INSOLITE DE LÉON JOUHAUX

Où est la vérité sur le 30 novembre 1938?

A la C. A. de la C. G. T. ou à la Ligue des droits de l'homme?

Nous jugeons utile, et même important, de reproduire cet article de notre confrère « P.T.T. », organe du Syndicat des Agents des P.T.T. :

Le secrétaire général de la C.G.T., notre camarade Léon Jouhaux, au cours de sa vie de militant, a été l'objet d'attaques personnelles violentes. Les journaux bourgeois ne l'ont pas ménagé et souvent leurs insinuations perfides ont trouvé des échos dans les rangs de la classe ouvrière. Récemment encore, il fut l'objet d'une enquête de la part d'un député réactionnaire sur les bénéfices qu'on l'accusait de tirer des multiples fonctions qu'il assume ès qualité. M. Pierre Dignac, qui croyait faire une chasse fructueuse, revint bredouille de son expédition, faisant ainsi la preuve de la fausseté d'une légende où s'est trop souvent alimentée la haine d'adversaires aveuglés par le sectarisme...

...Nous sommes de ceux qui n'ont jamais prêté une oreille complaisante à la calomnie d'adversaires évidemment intéressés à discréditer les hommes du mouvement syndical. Nous nous sommes toujours gardés d'employer certaines épithètes qu'une passion mauvaise a parfois dictées à des militants. On ne nous a jamais vus, à l'instar de quelques-uns, aboyer aux chausses du secrétaire de la C.G.T., même quand nous critiquions avec véhémence telles de ses attitudes et de ses conceptions. La sincérité qui est en nous a toujours respecté la sincérité qui est en lui.

⁂

Quelle est la raison de ce propos, nous demandera-t-on, à quoi tend ce préambule? Tout simplement à ceci : que notre comportement de toujours ne nous met que plus à l'aise pour marquer notre surprise et, disons-le, notre révolte d'une déclaration faite par Léon Jouhaux.

Nous tenons qu'une saine démocratie syndicale implique pour chacun le droit d'une libre expression de sa pensée. Elle est saine quand ce droit s'exerce dans la franchise et la loyauté, dans le souci de ne pas nuire à l'organisation. Elle est saine surtout quand aucun des interlocuteurs ne pratique la restriction de pensée, quand personne ne dissimule ni ses mobiles ni ses buts.

Dans les jours qui ont précédé la grève générale du 30 novembre, nous avons fait connaître nos inquiétudes s'agissant de l'hyothèque politique qui pesait sur elle. Nous n'avons pas caché que, dans la mesure où elle était dirigée contre les accords de Munich, nous allions tout droit à un échec et que nous ne saurions participer à une démonstration qui serait utilisée contre notre position pacifiste. C'est donc parce que nous étions convaincus qu'il fallait lutter contre les décrets-lois, conséquence de la politique de surarmement et moyen de résoudre la crise financière aux dépens de la classe ouvrière, que nous nous sommes efforcés de dépolitiser cette grève et de lui assigner son seul objectif valable.

Nous croyions avoir été entendus, nous croyions avoir montré tout le parti que le gouvernement tirait d'une équivoque regrettable. Oui, nous l'avons cru de bonne foi quand, la veille de la grève, la C.A. de la C.G.T. arrêtait les termes d'une lettre au Président du Conseil pour protester contre le caractère que celui-ci prêtait habilement au mouvement, lettre qui était immédiatement placardée sur les murs de Paris.

A aucun moment nous n'avons mis en doute la sincérité des assurances qui nous étaient ainsi données. Nous avons accepté ces apaisements sans arrière-pensée. Et d'ailleurs, la C.A. de la C.G.T., dans une déclaration publiée par le « Peuple » le 9 février, nous confirmait dans notre sentiment. S'élevant contre la caricature d'amnistie votée par le Parlement, elle répétait :

« La C.G.T. dénonce la manœuvre par laquelle le Gouvernement a substitué à l'amnistie la grâce amnistiante.

« Elle rappelle que, pour des fins qui n'abusent personne, les adversaires de la classe ouvrière se sont efforcés d'accréditer le bruit que la manifestation de protestation du 30 novembre avait été une grève politique, bien que la C.G.T. en ait précisé dans ses organes les raisons purement professionnelles.

« La C.G.T. considère donc que, d'après l'interprétation donnée par le Gouvernement à la journée de protestation du 30 novembre, l'amnistie était la seule mesure, en droit et par son objet, qui pût convenir. »

⁂

Pourquoi faut-il qu'à côté de ce langage officiel, le secrétaire général de la C.G.T. tienne des propos qui viennent infirmer catégoriquement la déclaration de la C.A.? Voici, en effet, ce que nous avons pu lire dans le numéro du 1er janvier 1939 des *Cahiers des Droits de l'Homme,* dans le compte rendu de la séance du Comité central du 1er décembre 1938. Léon Jouhaux, répondant à M. Albert Bayet qui déclarait ne pas avoir fait grève le 30 novembre parce que ce mouvement n'était pas assez politique, s'exprimait ainsi :

« La C.G.T. n'a pas voulu déclencher une grève générale pour défendre de misérables intérêts matériels. Si elle s'est élevée contre les décrets-lois, c'est que les décrets-lois sont la conséquence des accords de Munich. »

Nous ne cacherons pas que cette déclaration inattendue nous a émus et qu'elle nous a causé une sensation de malaise assez douloureuse. S'il ne se fût point agi du secrétaire de notre centrale ouvrière, nous nous serions gardés de lui attribuer autrement d'importance. Elle n'eût apporté qu'une preuve de plus que certains éléments de la Confédération voulaient utiliser notre lutte contre une politique pacifiste que nous avons approuvée. Mais c'est bien Léon Jouhaux qui parle de cette façon.

Il est libre de penser que les décrets-lois sont la conséquence de Munich et non point d'une folle politique de surarmement. Mais nous aimerions assez qu'il tînt le même langage à la C.A. qu'à la Ligue des Droits de l'Homme, car nous avons eu confiance dans les assurances qu'il nous avait données et dans les proclamations de la C.G.T. Nous ne serions pas placés aujourd'hui devant une contradiction aussi criante. Nous ne nous demanderions pas aujourd'hui si l'on n'a pas voulu nous faire jouer un rôle de dupe?

Nous aimons trop la C.G.T. pour laisser s'y développer de telles mœurs. Machiavel a écrit à l'usage des princes et des gouvernants; il leur enseigne l'art de la duplicité. La classe ouvrière, elle, n'a besoin que de vérité et ceux qui communient dans un même idéal ne peuvent pratiquer entre eux qu'une exacte loyauté.

Le Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne

C'est encore sans un enthousiasme délirant que va se tenir, les 9, 10 et 11 mars courant, à la maison de la Métallurgie, rue d'Angoulême, le congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne.

La bolchévisation de cette importante organisation — on dit, maintenant, la colonisation — s'est poursuivie au cours de l'exercice qui vient de prendre fin.

Une peau de chagrin : la représentation ex-confédérée

Au début de 1936, le congrès de fusion avait élu une commission exécutive où les deux tendances, ex-confédérés et ex-unitaires, étaient à parité.

Cela, remarquons-le, bien que le vote essentiel du congrès — vote sur les incompatibilités — eût donné une légère majorité à la thèse ex-confédérée.

C'est en effet à ce congrès que fut adopté l'article 26 des statuts ainsi rédigé :

> Article 26. — Aucun élu politique ou permanent d'un parti politique ne peut être membre du bureau.
>
> Les secrétaires de l'Union ne peuvent faire acte de candidature à une fonction politique. Leur acte de candidature implique d'office la révocation des fonctions qu'ils exercent.

Le congrès de 1937 détruisit la parité. Il nomma une commission exécutive composée de 22 ex-unitaires et, seulement, de 13 ex-confédérés.

Le congrès de 1938 — où la prépondérance communiste s'affirma avec encore plus de violence et de sectarisme — réduisit à 7 le nombre des ex-confédérés, éliminant ceux d'entre eux qui refusaient d'être passifs.

Quoique le rapport présenté au congrès de cette année soit muet sur la démission du trésorier général Gaston Guiraud, ce départ, et la liste des candidats, nous laissent prévoir que la nouvelle C. E. sera, cette fois, tout à fait épurée, tout à fait dans la ligne.

En quatre congrès, nous voilà, en somme, replacés, comme aux temps de la C.G.T.U., sous la domination communiste à l'Union des syndicats.

Henri Raynaud se plaint, dans un article du *Peuple* en date du 4 mars, des calomnies et des mensonges déversés par la presse adverse.

Ce n'est ni un mensonge ni une calomnie que de rappeler les chiffres et d'établir, noir sur blanc, que la tendance ex-confédérée s'est vu progressivement éliminer de la gestion de l'Union.

En revanche, Henri Raynaud attribue à la presse adverse un dessein qui, sous la plume de Raynaud, constitue une calomnie gratuite à l'égard des militants ex-confédérés de l'U. D. du Nord lorsqu'il écrit :

> Nous comprenons la raison de cette hostilité flagrante, de cette volonté de discrédit vis-à-vis de la région parisienne, ainsi que les préférences marquées par nos adversaires pour la politique spéciale préconisée dans le Nord par Georges Dumoulin et tant vantée dans certains milieux politiques.

Comme d'habitude, Henri Raynaud exagère.

La « politique spéciale » de Georges Dumoulin, qui a les « préférences » de nos adversaires — Henri Raynaud, vous voyez, ne calomnie personne, et, fidèle à la sagesse de Bouyer, le *Peuple*, en insérant cet article, ne polémique pas, oh! mais non... — cette « politique spéciale » a, au moins, le mérite de maintenir à l'Union du Nord un équilibre qui lui donne plus de solidité.

Pour tout dire, les ex-confédérés du Nord, de la base au sommet, se sentent encore chez eux dans leur U. D.

Bien qu'ils aient refusé la parité au secrétariat général — il y a belle lurette que cette parité est détruite à Paris — ils savent faire sa place à la tendance ex-unitaire, et l'*Humanité* a pu écrire que l'unité était sortie renforcée du congrès de Lille.

Depuis bien des mois, les ex-confédérés de la région parisienne, à l'inverse de ceux du Nord, ne se sentent pas chez eux dans leur U. D.

Ce n'est pas le départ de Gaston Guiraud qui va modifier leur sentiment, ni, à en juger par sa « préparation », le congrès de 1939.

Je m'en excuse auprès des candidats, mais la liste sur laquelle nous allons choisir la nouvelle C. E. de l'Union est, sous ce rapport, vraiment piteuse!

Vous me direz que les syndicats avaient toute latitude de présenter les candidats qu'ils voulaient. C'est entendu. Mais la plupart des conseils syndicaux qui ne sont pas encore aux mains des communistes se sont dit : « Des candidats? A quoi bon? »

Ils savent que le nouveau mode de représentation donne aux gros syndicats — et ceux-ci sont la chose des staliniens — un pouvoir discrétionnaire.

Sans doute est-il possible que, dans cette piteuse liste, se soient glissés deux ou trois syndicalistes. Vous verrez au congrès le sort peu glorieux qui leur sera fait.

Oui, à quoi bon?

Des rapports politiques

Parcourons le rapport d'activité et le rapport sur les tâches d'avenir qui sont présentés au congrès.

Besogne ingrate, car ces textes n'ont pas de saveur et manquent vraiment d'originalité.

Nous comprendrons bien vite que l'effort de redressement devrait être total — et considérable — pour ramener, si tant est que cela soit encore possible, l'U. D. de la région parisienne aux règles et aux conceptions syndicalistes.

C'est, en effet, toute la « politique » de l'U.D. qu'il faudrait renverser.

L'introduction au rapport d'activité présente celui-ci dans les termes suivants :

> Ce rapport pourrait en vérité s'intituler : « L'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne devant l'assaut du fascisme international contre la France du front populaire. »

L'Union des Syndicats s'attribue là une importance et un rôle qui n'appartiennent qu'à la C. G. T.

Ce n'est, d'ailleurs, pas d'aujourd'hui qu'elle

sort de ses attributions propres et s'érige en guide de l'action confédérale.

Au lendemain de Clichy, on l'a vue se substituer à la C. A. confédérale pour fixer la grève d'une demi-journée le matin, et non l'après-midi, comme le voulait la C. A. — Delmas l'a rappelé, à la tribune du congrès de Nantes, sans être démenti.

La prétention des dirigeants de l'Union les fait sortir constamment du cadre qui leur est fixé par les statuts.

La grande politique domine leurs préoccupations.

Le rapport d'activité qu'ils nous présentent est, personne ne devrait oser le contester, un rapport politique. Bien que ses auteurs déclarent : « *Nous avons dit et répété que le 30 novembre était une journée de protestation contre les décrets-lois, une journée uniquement dirigée contre les décrets-lois* », ils maintiennent leurs affirmations présentant les décrets-lois comme la conséquence des accords de Munich.

Pour eux, tout se tient, tout est lié. Lisez plutôt :

Ce ne sont pas les travailleurs qui portent la responsabilité de l'allure internationale grave prise par le débat.

Mais il faut aujourd'hui voir là le fait essentiel qui domine les événements de 1938 et caractérise la situation présente.

Ce fait, rappelons-le, c'est la liaison, le bloc effectif que constituent l'attaque intérieure contre la classe ouvrière et les attaques contre la France provenant du fascisme hitlérien et mussolinien.

Conclusion : Rien ne sert de résister à la réaction intérieure si on cède aux pressions extérieures du fascisme international.

Rien ne sert de pousser le pays à la résistance aux menaces du fascisme extérieur si on le livre par sa politique de régression sociale au péril intérieur.

Voilà qui dénature l'action syndicale et qui défigure notre mouvement.

Il n'est pas vrai que la politique internationale doive être la préoccupation dominante d'une Union des syndicats, fût-elle de la région parisienne.

Il n'appartient qu'à la C.G.T. d'exprimer l'opinion ouvrière sur les questions internationales, et encore faudrait-il qu'elle prît soin de dégager cette opinion par la consultation constante des organismes qui la composent — ce que, malheureusement, elle ne fait pas.

La conception de la politique internationale qui forme l'armature du rapport d'activité de l'Union des syndicats représente, c'est incontestable, l'opinion d'une majorité momentanée parmi les dirigeants de la C.G.T.

Mais il est antisyndical au premier chef d'imposer cette conception à l'ensemble de notre mouvement.

Nombreux sont les syndiqués qui ne pensent pas sur ce sujet de la même façon que les dirigeants de l'Union, surtout lorsque ceux-ci écrivent :

Les forces de paix ont perdu, les forces de guerre ont gagné, à Munich.

Une vaste consultation populaire, dans tous les pays, le jour de la signature des accords de Munich, eût très aisément démontré le contraire.

A peine de sortir de son rôle et de perdre de sa force, le mouvement syndical ne devrait s'avancer qu'avec beaucoup de prudence sur le terrain de la politique internationale.

Le syndicalisme ne peut oublier sa mission qui est de réunir tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Par avance, les dirigeants de l'Union des syndicats jettent l'anathème sur ceux des militants et des syndiqués qui pensent que la résistance aux décrets-lois, c'est une chose, et la politique internationale, une tout autre chose.

Ainsi, ils contribuent à désagréger le mouvement dont ils ont la charge.

« Le front populaire reprend vie au Parlement »... et celui-ci reconnaît Franco

Les dirigeants de l'Union s'efforcent aussi, au cours de leur rapport, de discréditer ceux qui désireraient voir le mouvement syndical s'affranchir des alliances politiques contractées par l'adhésion de la C. G. T. au front populaire.

Contre l'évidence, ils nient que le front populaire soit atteint par la nouvelle attitude des dirigeants du parti radical.

Ils vont même jusqu'à écrire : « *Le front populaire reprend vie au sein du Parlement!* »

C'était, il est vrai, avant que ledit Parlement se prononce pour la reconnaissance de Franco. Ah! oui, on peut le dire, le front populaire « reprend vie »!

Faut-il que certains aient l'estomac solide pour avaler encore de pareilles couleuvres!

Ici aussi, il faut le répéter, l'Union des syndicats sort de son rôle.

Elle tourne le dos à sa mission, puisque, tant sur la politique intérieure que sur la politique extérieure, ses dirigeants lui font prendre des positions qui ne sont pas et qui ne peuvent pas être celles de l'ensemble des syndiqués parisiens.

Conséquence logique : tous ceux qui ne pensent pas comme les dirigeants de l'Union se sentent mal à l'aise dans l'Union, d'autant plus mal à l'aise qu'on ne prend pas de gants avec eux.

La moindre réserve en ce qui touche le caractère politique de l'activité des dirigeants de l'Union a tôt fait de vous faire traiter de complice du fascisme et d'agent de Hitler.

C'est monnaie courante, et, une fois de plus, le congrès en fera la preuve.

Mais cette intolérance, ce sectarisme, cette violence trouvent leur condamnation dans la réduction sensible du nombre des syndiqués parisiens.

200.000 syndiqués perdus en quatre mois!

Loin de moi la pensée de me réjouir de la baisse des effectifs en 1938. Loin de moi aussi l'idée de sous-estimer la portée, dans cette baisse, de la répression patronale et gouvernementale qui a suivi le 30 novembre. L'échec du 30 novembre — que les dirigeants de l'Union ont le front de nier — a exercé, c'est indiscutable, sa répercussion sur les effectifs. Le rapport financier à fin 1938 ne la traduit d'ailleurs que faiblement. Mais la domination stalinienne sur la direction de l'Union a, elle aussi, produit ses ravages, et malheureusement, ce n'est pas fini.

On peut faire, à ce sujet, des comparaisons parlantes entre le rapport financier de 1938 et celui de 1937.

Timbres payés en 1938 : 8.270.872.
Timbres payés en 1937 : 10.102.493.
Différence en moins : 1.831.621 timbres.

Un million huit cent mille timbres mensuels en moins, cela représente, si l'on accepte la moyenne officielle de 8 timbres mensuels par syndiqué, une perte de 225.000 syndiqués.

A regret, nous devons ajouter que l'exercice 1938 s'est terminé dans des conditions qui laissent supposer que la réduction des prises de timbres n'a pu que s'amplifier dans les premiers mois de 1939.

En septembre 1937, 1.087.682 timbres avaient été payés à la caisse de l'Union pour la Seine.

En septembre 1938, il n'y en eut que 617.732.
Octobre 1937 : 749.176 timbres.
Octobre 1938 : 601.151.
Novembre 1937 : 979.020.
Novembre 1938 : 403.845.
Décembre 1937 : 939.401.
Décembre 1938 : 652.490.

Le gros de la différence entre les timbres payés de 1937 et de 1938 porte essentiellement sur les quatre derniers mois de l'année.

Du 1er septembre 1938 au 31 décembre 1938, la caisse de l'Union des syndicats a encaissé pour la Seine 1.500.000 timbres de moins que du 1er septembre 1937 au 31 décembre 1937.

Or, l'écart total, pour l'année et pour la Seine, est de 1.750.000 timbres.

Septembre 1938 : accords de Munich.
Novembre 1938 : échec de la grève.

Le rapprochement sera édifiant pour toute personne de bonne foi.

C'est depuis septembre 1938, c'est-à-dire depuis que les syndiqués ont vu où pouvait les conduire la prétendue « politique de fermeté » des dirigeants de l'Union des syndicats, c'est depuis les imprécations contre les accords de Munich que la baisse des effectifs a pris une allure catastrophique.

Depuis le 30 novembre, la répression patronale est venue s'ajouter aux conséquences de la domination politique.

On peut être légitimement inquiet pour les premiers mois de 1939, car il ne faut pas oublier que les fluctuations d'effectifs s'inscrivent toujours avec un peu de retard dans les paiements des timbres.

Tout cela n'empêche pas Henri Raynaud d'écrire imperturbablement dans son article du *Peuple:*

> Mais toutes ces préoccupations si légitimes et si normales (les préoccupations revendicatives) n'empêcheront pas le congrès de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne de *lier tous ces problèmes intérieurs graves et urgents à la situation extérieure,* aux menaces qui pèsent sur notre pays et sur la paix.
>
> Car, quel que soit son ardent souci des revendications ouvrières, le congrès n'oubliera pas que *leur sort est lié à la politique générale intérieure et extérieure,* et que la lutte pour le pain est inséparable de la lutte pour la liberté et pour la paix.

Continuez, Raynaud, et vous verrez!

En attendant, ceux qui monteront à la tribune du congrès pour faire quelques réserves, si modérées soient-elles, sur cette liaison entre l'action syndicale et la grande politique peuvent s'attendre à épuiser les ressources du vocabulaire stalinien.

Ce sera, pour l'Union unifiée, une similitude de plus avec l'Union unitaire que les mêmes Raynaud et Hénaff avaient menée si allégrement à la déconfiture.

...Mais personne ne se rappelle plus rien!

M. CHAMBELLAND.

ENTRE NOUS

Sans doute sommes-nous trop discrets. Peu de camarades se sont aperçus que la « R. P. » avait, avec 1939, commencé sa quinzième année. Quinze ans! Cela représente une constance dans l'effort dont nous avons le droit d'être fiers.

Constance, persévérance, ténacité, tant au « noyau » de camarades qui assument les tâches de rédaction et d'administration que parmi les nombreux amis, disséminés dans le pays syndicaliste, qui nous soutiennent de leur abonnement — et de leur obole, chaque fois qu'ils le peuvent.

Cette constance, cette persévérance, cette ténacité, nous aimons à les retrouver aussi chez ceux qui, en supplément de leurs versements personnels, s'efforcent à nous procurer de nouveaux abonnés.

Notre nombre d'abonnés se maintient, il s'accroît même légèrement, grâce à ces propagandistes bénévoles, ne laissant échapper aucune occasion de nous trouver un lecteur.

Il appartient à tous nos amis de faire que la « R. P. » accomplisse sa quinzième année sans avoir trop à souffrir des augmentations importantes dont notre budget s'est vu surchargé.

Nous ne désirons pas faire face à ces augmentations par une élévation du prix de l'abonnement.

Le vrai moyen d'y parer, c'est d'augmenter le nombre de nos abonnés.

NOS ABONNES DE SOUTIEN

Nos abonnés de soutien ont versé en février :

Josette et Jean Cornec	100.—
Th. Lippe	16.60
Jean Chaneaux	100.—
Leblanc	100.—

LA SOUSCRIPTION

D'autre part, dans le même mois, nous avons reçu les souscriptions ci-après :

Liard, Yonne	5.—
Millet, Cher	5.—
Achard, Rhône	10.—
Duteil	10.—
Tissot	20.—
Nobushima	64.—
Grenier, Puy-de-Dôme	5.—
Auvigne	10.—
Lussagnet, Dordogne	20.—
Léger	10.—
Venot	5.—
Brient	15.—
H. Cantegril, Alpes-Mmes	10.—
B. Giauffret, Alpes-Mmes	10.—
Cortel, Côte-d'Or	5.—
Total du mois	204.—

Merci à tous!

PETIT COURRIER

— Les numéros 262 et 263 nous manquent pour compléter nos collections. Prière aux camarades qui pourraient en disposer de nous les faire parvenir.

— Un camarade des Landes serait heureux si un ami de la « R. P. » pouvait lui procurer le n° 42 de la « Vie Ouvrière » revue, en date du 20 juin 1911. S'adresser à la « R. P. ».

Le gérant : M. CHAMBELLAND



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

L'attitude inqualifiable des communistes durant la crise espagnole a commencé à dessiller pas mal d'yeux

---

Il faut en profiter pour faire connaître

la vérité sur l'U.R.S.S.

Pour cela diffusez inlassablement la brochure d'

YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

Les 5 exemplaires : 10 francs **Les 10 exemplaires : 18 francs**
L'exemplaire : 2 frs. 50



Autres ouvrages sur l'U.R.S.S.

Yvon (*préface d'André Gide*) :	**L'U.R.S.S. telle qu'elle est**	**prix : 28 frs.**
A. Ciliga :	**Au pays du grand mensonge**	**prix : 28 frs.**
Andrew Smith :	**J'ai été ouvrier en U.R.S.S.**	**prix : 18 frs.**
Victor Serge :	**Destin d'une Révolution**	**prix : 18 frs.**
«	**De Lénine à Staline** (*illustré*)	**prix : 10 frs.**
«	**Ville conquise** (*roman*)	**prix : 18 frs.**

Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris